

Déclaration préalable

Conseil Supérieur de l'Education du jeudi 16 décembre 2021



Monsieur le Président,
Mesdames et messieurs les membres du Conseil,

Nous voici réunis pour la dernière séance de l'année 2021. Une fin d'année qui n'est pas plus belle que son début, pire encore. La FCPE se répète encore et encore et sans plaisir aucun. La crise sanitaire n'a fait qu'empirer les conditions de vie et de travail des élèves et des équipes éducatives. Quand donc le gouvernement prendra la mesure de la réalité de l'Education nationale aujourd'hui ? Ce sont des milliers de personnels éducatifs, enseignants, de direction, sanitaires et sociaux qui manquent dans les établissements scolaires. Nous recevons quotidiennement des appels de détresse et des cris de colère face à ces manques et ces non remplacements. Ce sont les cours de français qui n'ont pas encore eu lieu depuis la rentrée, un élève sans AESH ou encore un collège de taille assez conséquente sans assistante sociale, sans psychologue, sans infirmière, alors que les besoins sont grandissants. La liste est très longue et je préfère vous partager nos actions.

La FCPE est mobilisée contre ce manque de personnels qui n'est pas digne de l'Ecole de la République et encore plus en ces temps anxiogènes. Notre site *Ouyapacours* est toujours disponible pour le manque d'enseignants et recueille toujours des signalements. Les élus départementaux et les élus locaux de la FCPE agissent dans les territoires, les actions militantes se montent. Et il est très important de signaler que si certaines actions sont menées par nous, la plus grande majorité est bien souvent celle de l'ensemble d'une instance d'établissement. Ce sont aussi des actions collectives d'organisations dans les départements pour dénoncer cette odieuse réalité.

Tout cela, c'est bien pour ce qui nous réunit et nous engage, parents élus, défendre au mieux le droit à l'éducation des enfants, ce que l'Etat doit à ses futurs citoyennes et citoyens.

Nous le dénonçons depuis le début de la crise, les programmes n'ont absolument pas été aménagés. Nous sommes dans la période des conseils de classe et déjà les retours exposent les difficultés des élèves à se mobiliser, à réinvestir souvent la somme de travail à engager, comme la pression ressentie sur l'évaluation, après plus d'un an et demi en discontinuité pédagogique.

Des écoles et des établissements qui à chaque changement de protocole sanitaire et sans moyens se retrouvent toujours plus pris dans une avalanche de consignes contradictoires. Les remontées de terrain sont sans appel. Dans le premier degré, c'est la crise. Il s'agira bien de construire une bonne fois pour toutes des lignes claires. Les équipes sont à bout, les élèves et les familles aussi et de fait, le climat scolaire et la mobilisation dans les apprentissages se dégradent.

Nous devons vivre avec le virus. Les alertes sont données, en plein hiver il est grand temps de penser à des investissements en capteurs CO2. Mais aussi peut-être à aménager autrement les programmes pour d'autres aménagements horaires et de circulation dans les espaces. Penser autrement le quotidien et les apprentissages des élèves s'impose.

Et de fait le manque de budget, le manque de personnels n'arrange nullement les choses.

Nous nous préparons, les conseils d'administration dans le second degré travailleront bien sur les DHG. Des DHG toujours rognées en collège et plus encore au lycée face à l'investissement qui aurait dû se faire avec une réforme d'une telle ampleur. Nous le savons, ce seront des batailles acharnées à collecter les miettes des DHG pour continuer collectivement dans les instances à construire une formation à la citoyenneté et un véritable choix à l'élève, ceux-là même qui ont été promis par monsieur le Ministre.